**Entraînement et pratiques expertes**

**Recherche-action proposée par l’Association Française pour la Lecture au département de Seine-Saint-Denis**

*C’est, en matière de langages, l’ambition de la société qui fixe le niveau de réussite*

Tout est parti de la présence de l’AFL à un Colloque organisé le 18 octobre 2017 par la *Délégation interministérielle à la langue française pour la cohésion sociale.* Une des tables rondes de l’après-midi réunissait des partenaires des centres de ressources illettrisme et avait pour thème : Les politiques dédiées à la formation professionnelle, à l’intégration des publics immigrés et à la lutte contre l’illettrisme sont aujourd’hui largement décentralisées ou déconcentrées dans leur mise en œuvre. Comment les acteurs locaux s’en emparent-ils ? Quelle adéquation entre les dispositifs existants et les besoins des publics concernés ? Quelles sont les conditions d’une action territoriale cohérente et efficace ?

Plusieurs témoignages avaient insisté sur la difficulté de cette cohérence et de cette efficacité dès lors qu’il s’agit de lutter contre un illettrisme majoritairement décrit comme un échec des actions d’alphabétisation et de remédiation. La Préfète déléguée à l’égalité des chances de Seine-Saint-Denis s’est alors demandé si les acteurs se questionnaient suffisamment en amont pour agir sur les causes de ces difficultés, trop accaparés qu’ils étaient, dans une logique souvent scolaire, par le souci d’en corriger les conséquences. Tenter de poser collectivement ce problème autrement ?

Il nous fut alors permis de rencontrer deux conseillers de madame la Préfète déléguée à l’égalité des chances de Seine-Saint-Denis qui ont exprimé leur intérêt d’associer entraînement sportif et entraînement en lecture notamment dans la période qu’ouvre la préparation des prochains Jeux Olympiques. Nous prîmes ensuite contact avec madame la Vice-présidente à la culture du Conseil départemental et avec monsieur le Président de Plaine Commune. De ces échanges est ressorti le souhait explicite d’aider les différents acteurs de terrain à réunir davantage leur réflexion et leurs actions afin de répondre aux besoins de perfectionnement et d’entraînement d’une population dont l’hétérogénéité doit devenir gage de promotion collective. Ces trois entités territoriales (Préfecture, Conseil départemental et Communauté de communes) ont tenu à insister sur leur complémentarité et sur le rôle que devrait tenir l’AFL dans la coordination globale des Recherches-Actions et le développement d’outils d’évaluation de leur impact afin de faire bénéficier le langage écrit d’une expérience sociale, notamment quand elle porte déjà sur des passions partagées (sportives, culturelles, scientifiques, politiques…).

Au-delà des sempiternelles controverses autour de l’enseignement initial de la lecture, un seul accord se fait, à partir des enquêtes internationales, quant à l’abaissement régulier de la compréhension de l’écrit ; donc du peu de réponses auxquelles il donne accès ! Or, le langage écrit, comme tout langage, est l’outil d’un rapport social qui s’acquiert proportionnellement à la nécessité de penser, de participer et de communiquer qu’impose à tout individu son environnement. C’est le niveau de cette attente qui lui confère un statut de lecteur dont dépend – sans préalables techniques et avant tout enseignement – le niveau de sa réussite. Il en va ainsi pour la formation professionnelle, pour l’intégration des publics immigrés, pour la lutte contre l’illettrisme comme pour les jeunes des milieux populaires... D’où l’importance d’élever le besoin d’écrit dans le corps social afin que la maîtrise de ce langage soit aussi incontournable que celle de tous les autres, dans leur complexité, leur fonctionnalité et leur interaction.

L’entraînement à la lecture tient néanmoins une place particulière parmi les savoir-faire de qualité à l’œuvre dans la vie quotidienne : tous ont besoin de lui dès lors que l’entraînement associe l’habileté d’un geste à l’entrée dans une culture particulière ; mais le besoin de lire – sauf à tomber dans l’addiction – n’a pas de raison d’être en soi ! Il naît de la nécessité d’explorer des territoires extérieurs. D’où l’importance qu’il s’intègre à tout entraînement et exercice de pratiques complexes. Par conséquent, mettre en relation l’écrit et son perfectionnement avec les lieux que fréquente une population jeune faisant déjà l’expérience du pouvoir éducatif de l’effort volontaire.

L’AFL avait choisi, depuis l’entrée de tous les adolescents dans un secondaire commun, de mettre à leur disposition un outil de perfectionnement technique de la lecture tentant de remédier aux conséquences des choix pédagogiques initiaux. Le bénéfice attendu se mesure à deux niveaux : directement dans le gain individuel des utilisateurs dans leur propre recours à l’écrit et, indirectement dans l’accroissement du recours collectif à cet outil de pensée qui en résulte dans la vie sociale dont va dépendre pour chacun un statut de lecteur plus exigeant. Une dernière version de cet outil en déscolarise l’accès et le met directement à disposition de quiconque comprend qu’un entraînement technique est nécessaire à l’exercice régulier d’un savoir-faire de bon niveau. Il en est ainsi de la boxe, de l’escrime, de la guitare, de la danse, du théâtre…, et de la lecture ! Ce que tous ces entraînements ont de commun, c’est qu’ils demandent une implication personnelle volontaire et durable (auquel l’école n’a pas toujours pu habituer) et la prise de conscience de sa nécessité. Du fait de leur hétérogénéité, ils font découvrir l’importance de la coopération, de l’entraide, du tutorat, de tout ce qui est au fondement de l’enseignement mutuel et de l’éducation populaire.

Paul Éluard écrit : « *Il nous* faut peu de mots pour *exprimer l'essentiel ; il nous faut tous les* mots pour *le rendre réel.* » S’il est vrai que l’égalité inspire une volonté politique, la **lecture de tous ces mots** tient une place *essentielle* dans sa *réalisation*… Par ce projet, aidons des populations – trop souvent décrites comme défavorisées – à devenir d’actives protagonistes du présent de l’Histoire !

**\***

**\* \***

Sans entrer dans le détail, on peut néanmoins repérer les principaux objectifs et étapes de ce projet dans les 6 prochaines années :

1. Réunir rapidement les responsables politiques des 3 entités départementales pour établir leurs objectifs communs et fixer les cadres de leur réalisation
2. Définir dans la foulée avec les diverses institutions dont elles s’occupent les terrains expérimentaux (médiathèques, maisons de quartier, centres sociaux, clubs sportifs et lieux culturels, accompagnements à la scolarité, etc.) où pourra s’effectuer, dès le début mai 2018, la première mise en œuvre du point suivant
3. Entraîner entre 150 et 200 jeunes (et leurs référents adultes) sur une lecture experte avec la plateforme ELSA web afin de constituer et d’activer des réseaux de « tuteurs », point de départ des bases d’une éducation mutuelle
4. À ce stade (fin de l’année 2018), il deviendra évident que chaque nouvelle étape ne supprime pas les opérations des étapes précédentes mais introduit un effet de cumul intégrant les actions séparées en éléments constitutifs d’une *politique globale* d’éducation populaire. Par exemple, dès 2019, c’est parmi ceux qui auront utilisé la plateforme en 2018 que se recruteront des tuteurs qui accompagneront dans les divers terrains éducatifs les nouveaux utilisateurs du logiciel, lesquels deviendront à leur tour tuteurs de nouveaux utilisateurs…
5. De ce fait, en 2019, travailler avec les ‘entraîneurs’ des autres domaines (sports, théâtre, musique, art graphique, etc.) sur ce qui approfondit le goût de l’effort volontaire et l’exigence du retour réflexif fondant toute éducation communautaire. Donc, dans tous les domaines de la vie quotidienne, travailler à abolir la distance artificielle entre démarche intellectuelle et démarche concrète
6. Redonner au langage écrit – autant en réception qu’en production – son rôle spécifique au sein de tout entraînement qu’exigent les entreprises (culturelles, sportives, de loisirs, citoyennes, productives, etc.) qui alimentent la vie d’une démocratie. Donc recourir aux écrits (presse, documentaires, journal personnel, littérature, etc.) non comme un moment séparé mais intégré fonctionnellement à tout usage expert collectif
7. Impliquer, dès 2021, à propos de la préparation des J.O., une population « lectrice » non seulement dans la recherche d’informations mais aussi (et surtout ?) dans l’analyse des événements et lui donner ainsi la possibilité d’y intervenir de manière citoyenne. Il va de soi qu’à cette date les 200 premiers entraînés de 2018 avec la plateforme ELSA web auront « fait école » avec les autres clubs, associations, ateliers,etc. et qu’on commencera à décrire la Seine-Saint-Denis comme un département expérimental de ce que peut être une Société éducatrice
8. Recourir à des médias nationaux et internationaux (journaux, TV, radio, théâtre, cinéma, etc.) pour alimenter une production locale hétérogène (aussi bien en âge, en responsabilité, en enthousiasme qu’en culture) afin qu’un grand nombre d’adolescents s’impliquent, le temps des Jeux Olympiques de 2024, dans des réseaux locaux d’animation de grande ampleur. Il sera alors jubilatoire de découvrir que le département de Seine-Saint-Denis renvoie à la centaine de nationalités dont sont issus ses habitants le témoignage de la richesse que leur diversité constitue pour le monde !
9. Susciter, dès le début, l’implication du plus grand nombre d’acteurs de terrain dans la production d’outils d’évaluation des rapports nouveaux à l’écrit ainsi que de l’enseignement mutuel afin de mieux comprendre de quels acteurs une Société éducatrice a besoin…
10. Enfin, inciter chaque individu à noter (par écrit !) tout ce que lui suggère l’expérience collective dans laquelle il s’engage afin qu’un des critères de sa réussite s’observe dans l’inventivité des débats grâce auxquels l’aventure initiale aura évoluée. En clair, avoir appris ensemble à partager la maîtrise des outils d’une conscience démocratique exigeante...